



سفارة بلجيكا

*Ambassade van België*  
*Ambassade de Belgique*  
*Mission Economique*



# L'Essentiel de l'Actualités Economiques en Algérie

## Dossier de Presse

Mois /Année  
**2010**

Lot Bensmaïa, Villa 16B

**Parc Poirson, El Biar, Alger – Algérie**

Tél : 00.213.21.92.62.70/72

Fax : 00.213.21.92.62.64

Naouel Louzri

[naouel.louzri@bruxelles-algerie.com](mailto:naouel.louzri@bruxelles-algerie.com)

[www.bruxelles-algerie.com](http://www.bruxelles-algerie.com)

Dossier du journal

Le droit de savoir , Le devoir d'informer

# LIBERTE

Publié le 20 octobre 2010

Dossier (*Mercredi 20 Octobre 2010*)

## ÉNERGIES RENOUVELABLES : Les enjeux d'aujourd'hui et de demain

Par : A. Hamma

**Les enjeux liés aux énergies renouvelables sont, à l'évidence, de nature stratégique et politique, aux retombées économiques et financières, qu'il serait naïf, voire dangereux, d'en sous-estimer l'impact à moyen et long terme, au plan régional et international.**

L'Algérie se situe au cœur de ces défis d'aujourd'hui et de demain, pour des raisons liées à la fois à l'évolution constante des besoins énergétiques de son marché intérieur mais, également, aux contraintes dues à sa position géostratégique, qui suscite et nourrit visées et convoitises extérieures.

Au demeurant, ce qui se passe à nos frontières sud aujourd'hui ne peut pas ne pas avoir de lien direct ou indirect avec les ressources énergétiques que recèle cette région.

Troisième pays mondial en termes de capacités d'énergies renouvelables (compte tenu de l'immensité de son territoire et de son potentiel éolien et notamment d'ensoleillement, estimé à 3 000 heures/an), après l'Allemagne et l'Espagne, l'Algérie, selon certains analystes et experts des énergies alternatives, dispose d'un potentiel énergétique qui représente environ quatre fois la consommation mondiale annuelle.

Cependant, notre pays, qui fait partie de la région Mena, serait à la traîne des autres pays – de cet espace – tels que l'Égypte, le Maroc, la Jordanie et la Tunisie qui ont entrepris des investissements ambitieux dans le secteur de la production de l'électricité. Ils doivent, en principe, y compris l'Algérie du reste, bénéficier d'un budget de 5,5 milliards de dollars accordés par la banque mondiale pour financer des projets d'énergie solaire qui seront opérationnels à l'horizon 2015, et qui généreront une capacité de production d'électricité de 9 000 MW.

Sur le front intérieur, les débats entre experts algériens et étrangers nous prédisent, dans un futur pas lointain, un tarissement de nos ressources en hydrocarbures et nous promettent un statut de pays importateur d'énergie d'ici à 2020-2025.

### **Un effort d'investissement très modeste !**

Un programme de développement des énergies renouvelables a été défini et arrêté pour la période allant de 2008 à 2017. Dans le cadre de ce plan, l'Algérie prévoit d'investir 317

millions d'euros. Ce qui semble modeste par rapport à l'effort des pays voisins. 6% de renouvelable seulement dans le bilan énergétique Bellil (Laghouat) abritera également l'institut algérien des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (IAEREE) dont la mission consistera à former et à développer les compétences nationales dans le secteur des énergies renouvelables.

Selon certaines sources, l'État algérien prévoit de porter la part des énergies alternatives dans le bilan électrique national à 6% en 2017 et 25% en 2050.

De tels objectifs nous renvoient nécessairement au projet Desertec, aux enjeux financiers considérables qui le sous-tendent – coût estimatif : 400 milliards d'euros –, à l'engagement des pays européens à participer au financement de ce méga projet à travers notamment des opérations de partenariat et de montage financier avec les États nord-africains, qui impliqueraient leurs entreprises et leurs banques.

Les résultats attendus de ces investissements consistent, entre autres, à fournir à l'Europe 15% de ses besoins en électricité à l'horizon 2050 et à l'aider à atteindre un seuil de 20% d'électricité propre, contre 8% actuellement.

Par ailleurs, ce projet, dont on devine aisément les enjeux stratégiques, économiques et financiers, n'est pas du point de vue du concept, très éloigné de la vision algérienne, sauf que notre pays conditionne son adhésion à cette démarche multilatérale (Europe-nord de l'Afrique notamment) par le transfert des technologies, la formation des ressources humaines et par un partenariat gagnant-gagnant.

Dans ce contexte, et à propos de la position de l'Algérie sur le projet Desertec, l'actuel ministre de l'énergie et des mines a déclaré que "nous allons étudier toutes les possibilités de développement des énergies renouvelables, non seulement au niveau national mais aussi au niveau régional".

Il semble ne pas fermer les portes, contrairement à son prédécesseur, qui, il faut le dire tout de même, avait évoqué les conditions du transfert technologique et de la formation des ressources humaines, tout en affirmant que "ce projet n'a pas été soumis aux autorités algériennes". Il faut rappeler que les Allemands, qui occupent la première place mondiale dans le domaine des énergies renouvelables (18 000 MW), sont les leaders de l'initiative Desertec ou "plan solaire méditerranéen". Le groupe algérien Cevital, pour sa part, en association avec un groupement d'entreprises allemandes, œuvre à la création d'un bureau d'études en vue d'élaborer les plans d'investissements du projet Desertec. La tenue en Algérie du 1er salon international des énergies renouvelables, du 11 au 15 octobre en cours, est venu à point nommé pour débattre entre professionnels nationaux et étrangers des multiples aspects technico-économiques et environnementaux du développement des énergies renouvelables et échanger leurs expériences respectives dans ce domaine.

---

## TERGIVERSATIONS

Par : [Khaled R.](#)

**Les officiels émettent actuellement des signaux contradictoires. À Alger, on affiche des objectifs très modestes en matière de développement des énergies renouvelables**, faisant croire que l'après-pétrole, c'est le pétrole en Algérie. À Montréal, le ministre de l'Énergie et des Mines, Youcef Yousfi, déclare que son département a un programme de développement des énergies renouvelables plus important que Desertec. En attendant, on n'exploite pas notre potentiel énorme en énergies renouvelables. L'exemple de l'énergie solaire semble le plus frappant. Alors que nous avons l'un des plus grands gisements au monde, les conditions ne sont pas encore réunies pour développer plus rapidement cette ressource alternative. D'abord, le dispositif institutionnel n'est pas encore parachevé. Ensuite, le système d'aides et d'accompagnement de l'État via, entre autres, l'octroi de subventions pour assurer la rentabilité des projets n'est pas encore mis en place. Puis, on enregistre une quasi-absence de forcing à l'international. Face au plan solaire méditerranéen, incluant Desertec, les officiels peinent à sortir de leur réserve pour saisir la perche : l'intérêt que porte l'Union européenne, les grands énergéticiens et équipementiers européens et des industriels locaux pour le marché solaire algérien.

Quant à l'éolien, les études sur le potentiel des différentes régions ou zones favorables ne sont pas encore assez nombreuses en vue d'évaluer les économies d'énergies fossiles qu'on pourrait réaliser grâce à cette ressource alternative aux hydrocarbures.

La biomasse constitue un autre cas de désintérêt des pouvoirs publics pour les énergies renouvelables. Le projet de Nakeel, proposant l'utilisation de dattes à moindre valeur commerciale et ses résidus afin de produire des biocarburants, n'a pas reçu paradoxalement le soutien du ministère de l'Énergie. Ironie de l'histoire : son promoteur, de nationalité algérienne, a été accueilli à bras ouverts aux Émirats arabes unis.

En fin de compte, les synergies entre les différents acteurs, pouvoirs publics, opérateurs et chercheurs, en vue de développer les énergies renouvelables, semblent absentes. On se retrouve face à une position dogmatique des pouvoirs publics : la condition du transfert technologique. Or, disent des entrepreneurs locaux, la technologie s'achète. Alors à quoi bon poser des conditions presque irréalistes à des partenaires étrangers quand on veut en finir avec la dépendance de l'économie nationale à l'égard du pétrole et du gaz ?

## Développement du solaire : Neal Mise en service de sa grande centrale hybride

Par : Smaïl BOUDECHICHE

**Après une longue période de maturation depuis sa création en 2002, la société New Energy Algeria (Neal) ambitionne de devenir le fer de lance du développement et de la généralisation des énergies nouvelles et renouvelables en Algérie.**

Neal affiche un programme prévoyant le lancement à moyen et long terme de quatre grands projets de construction de centrales électriques dites hybrides fonctionnant au gaz et à l'énergie solaire. Ces projets sont importants tant par la taille d'une capacité dépassant les 150 MW par complexe que par le coût engageant de grandes enveloppes financières dépassant également le 1,2 milliard d'euros au total.

Rencontrés lors de la tenue du 1er Salon annuel sur les énergies renouvelables, les représentants de Neal semblent pleins d'animation et de motivation pour la conduite de ces projets. Cette société par actions est le fruit d'un partenariat entre deux acteurs majeurs du secteur de l'énergie en Algérie à savoir les groupes Sonatrach et Sonelgaz, d'un côté avec 45% chacun et le groupe privé de l'autre, la Semoulerie industrielle de la Mitidja (SIM) avec les 10% des parts restantes.

Neal s'est attelée ces dernières années à la conception et au lancement du projet de Hassi-R'mel, le premier en son genre chez nous. Les cadres de Neal, rencontrés au salon, citent avec fierté en effet l'achèvement cette année de la construction du premier grand complexe-pilote de Hassi-R'mel dont le succès est déterminant pour la concrétisation de la suite des projets. Il aura une capacité totale de 150 MW dont 25 produits à base d'énergie solaire et un coût de 313 millions d'euros. La production est destinée au renforcement de la couverture des besoins de la région de Hassi-R'mel. Trois centrales hybrides dans son portefeuille de projets Nous avons opté pour ce choix parce qu'il présente des garanties pour l'alimentation de la centrale en énergie de gaz disponible et l'association de l'énergie à base solaire, ce qui est une nouveauté.

La part de l'énergie solaire dans la production électrique sera toutefois triplée dans les trois complexes qui suivront une fois que la technologie de pointe complexe sera maîtrisée. Ainsi, Neal prévoit la construction, à Meghaïr en 2014, d'une deuxième centrale électrique hybride en augmentant la part de l'énergie d'origine solaire à 70 MW. Elle sera suivie de deux autres d'une capacité similaire chacune à Naâma en 2016 et à Hassi-R'mel en 2018, soit le lancement d'une centrale tous les deux ans en moyenne.

Les responsables de Neal ne donnent pas de montant, mais il va de soi que le coût est colossal, si l'on tient compte du coût du premier complexe se chiffrant à plus de 300 millions d'euros. C'est dire la complexité du montage financier dont 45% reviennent à des entreprises nationales. Donc la réalisation de ces centrales ne se fait pas clés en main, mais en partenariat avec des opérateurs locaux malgré les exigences technologiques.

Parmi les autres axes prioritaires arrêtés, l'on retient la génération d'électricité à partir d'énergies nouvelles et renouvelables notamment via le solaire et l'éolien, la création d'un institut dédié à la formation dans les domaines des énergies nouvelles et renouvelables et de l'efficacité énergétique, la création d'un technopôle dédié aux énergies nouvelles et renouvelables, la contribution au développement d'une industrie locale orientée concentrateurs solaires de puissances (CSP) et photovoltaïques (PV). Il va de soi que l'entreprise Neal est engagée dans une bataille d'acquisition des technologies de pointe. Si de telles entreprises sont encouragées, l'Algérie pourrait se placer en pole position dans le développement des énergies renouvelables au Maghreb et en Afrique. En ligne de mire, l'après-pétrole susceptible d'assurer la sécurité énergétique du pays grâce à l'exploitation de l'immense gisement solaire inépuisable chez nous.

---

## PREMIER SALON INTERNATIONAL DES ÉNERGIES RENOUVELABLES CES OPÉRATEURS QUI SE LANCENT DANS LE SOLAIRE

Par : Djamel Zidane

**Le problème de tous les salons et foires consiste à trouver les dates propices à intercaler dans toutes les manifestations du genre, ayant le même thème, avec l'avantage du prestige de l'ancienneté et tous les préjugés qui s'y rattachent.**

Sur les quelque 35 exposants prévus, seuls 24 se sont effectivement déplacés, dont 3 étrangers. Parmi les présents on trouve des habitués, telles l'Aprue, concernée au premier chef, Enie Solar, NEAL, Inerga, Kahrakib, Etterkib, la BDL, ou UDES (unité de développement des équipements solaires, dépendant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, pour le secteur public et Soprec, entreprise de construction qui s'intéresse depuis 2008 au solaire, l'étonnant Boulab spécialisé dans l'outillage ou la boulonnerie qu'on retrouve à presque toutes les manifestations du genre, ou encore MFG, du groupe Cevital.

La plupart des exposants donnaient à voir des chauffe-eau solaires, des panneaux photovoltaïques, des batteries solaires, des onduleurs, des régulateurs. Un exposant tentait de capter l'attention des visiteurs en offrant des solutions pour le recyclage des batteries usagées. Pour donner une idée de la présence d'entreprises nationales, on pourra citer quatre exemples entre autres opérateurs présents au salon.

### **Une start-up dans le solaire**

Une start-up qui vient de naître : Alternate Solar Energy, est une Eurl créée dans le cadre de l'Ansej grâce à la volonté de Bahamida Aïssa de Ghardaïa, diplômé de l'Usto, il est secondé par d'autres camarades lauréats de la même université. Les premiers contacts d'affaires ont déjà été entamés, alors que la société vient de naître en juillet, il y a à peine 3 mois. "L'idée de départ m'est venue au cours de la foire de Ghardaïa en septembre 2009. Il s'agissait de répondre à la forte demande du marché pour une énergie propre", déclare "le patron" de l'entreprise. Ses partenaires sont Steca, ET Solar (Allemagne) et Kyosera (Japon). Ses clients sont issus de plusieurs domaines : agriculture, tourisme, environnement, centres de formation, centres de recherches, particuliers. Actuellement l'entreprise prospecte Sonelgaz et Sonatrach afin de se mettre à produire localement des onduleurs et régulateurs à énergie solaire. Trois mois d'âge et déjà un client promet de faire confiance à l'équipe. Même si Bahamida Aïssa trouve "qu'il n'existe pas de coordination entre l'université et le monde de l'industrie". En effet, M. Rabia, militaire à la retraite, compte se mettre à l'agriculture à Misserghine. Il a besoin de panneaux solaires et de pompes fonctionnant à l'énergie solaire. Disposant d'une exploitation agricole de 5 ha, il affirme avoir "opté pour cette entreprise, parce qu'elle est gérée par des jeunes diplômés de l'Usto qui ont développé un onduleur et un régulateur de tension, tous deux destinés aux systèmes photovoltaïques. C'est à cause de mes déboires avec le réseau de Sonelgaz, surchargé et souvent défaillant, avec tous les risques encourus par mes pompes immergées, qui m'ont poussé à prendre contact avec ces jeunes. Une simple chute de tension peut être fatale à une pompe immergée qui me coûte très cher !"

### **UDES : cap sur les applications de la recherche**

Installée à l'extérieur du pavillon G, l'Unité de développement des équipements solaires dépend du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Une de ses sections fournit des prestations de service comme le montage d'équipements pour chauffe-eau

solaire, l'éclairage public, le pompage solaire. Elle est constituée d'ingénieurs, de techniciens et de chercheurs. Après repérage des lieux où devrait se dérouler la prestation, en vue par exemple de l'installation d'un éclairage public, un devis est dressé pour être communiqué au client. Un lampadaire fonctionnant à l'énergie solaire revient autour de 150 000 DA, une fois installé. L'installation, outre le lampadaire, comporte des batteries, le ou les panneaux solaires (tout dépend de la puissance de l'éclairage désiré), ainsi qu'un régulateur destiné à protéger la batterie.

### **Soprec : une Société de construction de bâtiment**

#### **TCE qui investit DANS le solaire**

Les panneaux solaires de Soprec, comme d'ailleurs tous ceux des autres entreprises activant dans le photovoltaïque, sont importés. Fondée en 1982, son métier de base est le bâtiment TCE. Elle n'a investi le créneau du solaire qu'en 2008, pour lui réserver un département animé par des ingénieurs, des techniciens et des opérateurs-installateurs qualifiés uniquement pour le terrain.

Tout ce petit monde est Algérien et formé dans des instituts algériens. Soprec a déjà répondu avec succès aux avis d'appel d'offres publics. Ces marchés ont été réalisés avec succès, alors que d'autres projets sont en cours de réalisation. Comme le grand public ne semble pas encore trop s'intéresser aux énergies nouvelles, les clients de Soprec sont pour la plupart des institutions publiques : directions régionales de l'agriculture, de la conservation des forêts, direction de l'environnement, etc. Afin de faire réagir le grand public, il faudrait le sensibiliser. Car de nombreuses possibilités existent dans le pompage solaire, l'électrification rurale, les télécoms, ou l'éclairage public. Même si, comme l'avoue le responsable du stand de Soprec "les prix demeurent encore relativement élevés pour les revenus moyens. à titre d'exemple, le prix de revient d'une installation tourne autour de 20 à 45 millions de centimes, selon qu'il s'agisse d'une installation de base ou, au contraire, d'une installation relativement confortable".

L'installation de base fait fonctionner 5 lampes, un petit frigo, un poste TV et un démodulateur, alors que l'installation "confort" fait marcher 16 lampes, 1 frigo 350 litres, 2 postes TV, un ordinateur etc.

**MFG : Mediterranean Float Glass SPA** : la production de verre pour panneaux solaires à première vue, on pourrait s'étonner de la présence de MFG à ce salon. Un peu moins tout de même que la présence de Boulab qui présente des outils haut de gamme et des boulons spéciaux, celle de MFG est liée à tout ce qui se rapporte aux économies d'énergie principalement. Produisant des vitrages isolants phoniques et surtout thermiques en verre plat, de 3 à 4 mm d'épaisseur, il est utile de savoir que ce verre plat MFG sert aussi à la fabrication des panneaux solaires et sert particulièrement dans le photovoltaïque à cause de ses capacités élevées de transmission de la lumière. Il est question du démarrage, fin 2010, de l'unité de production de verre à couches de 3 types : verre à contrôle solaire, verre réfléchissant et verre autonettoyant. Cette unité de verre à couche deviendra la plus grande unité de fabrication au monde implantée sur un seul site. Il s'agit d'un procédé de fabrication complexe qui exige la maîtrise parfaite de technologies pointues (nanotechnologies). à titre de rappel, MFG appartient au groupe Cevital. Son complexe de production est implanté à Larbaâ, wilaya de Blida. MFG est le plus grand producteur de verre plat d'Afrique et exporte 70% de sa production vers l'Europe. Début octobre 2010, a été lancée une unité de transformation du verre destinée à la découpe, au façonnage du vitrage isolant, à l'assemblage du verre feuilleté, et au trempage d'une large gamme de verre. MFG emploie pour l'heure 850 salariés.

Dossier (*Mercredi 20 Octobre 2010*)

Aprue

## Plan national de maîtrise de l'énergie 2010-2014

Par : [Rédaction de Liberté](#)

**Le Plan national de maîtrise de l'énergie (PNME) 2010-2014, préparé par l'Aprue, prévoit l'introduction de 5 millions de lampes à basse consommation (LBC) pour les ménages**, l'introduction de 50 000 lampes économiques et de 250 variateurs de tension dans l'éclairage public, l'installation de 10 000 Cesi et de 22 000 m<sup>3</sup> en capteurs de chauffe-eau solaires collectifs, l'introduction de mesures d'efficacité énergétique HPE dans la construction de 3 000 logements et la rénovation thermique dans l'habitat existant (4 000 logements). La consistance de ce programme pour le secteur du transport concernera la conversion au GPL/C de 50 000 véhicules particuliers et de 5 000 dans les flottes captives publiques et privées.

Pour l'industrie, l'action portera sur la réalisation de 60 études de faisabilité et de 91 actions d'efficacité énergétique (maîtrise de la demande d'électricité, optimisation du process thermique et développement de la cogénération) visant à affiner le potentiel d'économie d'énergie dans le secteur.

Pour le secteur agricole, il s'agira d'aider à l'introduction des énergies renouvelables pour l'irrigation et le pompage agricole (200 systèmes prévus). Les établissements grands consommateurs d'énergie des secteurs industriel, tertiaire et du transport seront touchés, dans un premier temps, par des audits énergétiques pour développer la connaissance de chacun d'eux et proposer des actions spécifiques d'économie d'énergie.

L'élaboration du PNME 2010-2014, s'est fortement inspirée de l'expérience internationale, notamment par rapport à la consistance des programmes mis en œuvre, des mécanismes d'incitation financière innovants adoptés et de la mobilisation des acteurs qui constituent l'élément-clé de la réussite des programmes de maîtrise de l'énergie.

Selon les spécialistes, la mise en œuvre de ce programme devra générer plus de 900 Ktep d'économie d'énergie, sur la période considérée.

Dossier (*Mercredi 20 Octobre 2010*)

Premier Siereme

## Une affluence bien modeste

Par : Mokhtar Haider

**Ambassadeurs, représentants de banques et jeunes universitaires ont montré de l'intérêt pour le développement du marché des énergies renouvelables en Algérie.** Il n'y avait pas beaucoup de monde au 1er Salon des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie (1er Sereme), mais beaucoup d'ambassadeurs, des ministres et des universitaires.

Il n'y avait pas grande foule, mais il y avait davantage de visiteurs que lors du Salon industriel (Alger Industries) qui était pratiquement désert, lui aussi organisé par Batimatec Expo, mais rehaussé par des journées techniques organisées par l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue), qui y a largement exposé les grandes lignes du plan 2010-2014 de maîtrise de l'énergie.

Les deux salons spécialisés n'obéissent pas à la même conjoncture, car l'environnement intéresse de plus en plus de gens dans le public. Et l'animation ne manquait pas : dans plusieurs stands, des animateurs expliquaient et bonimentaient pour leurs produits et leurs activités et distribuaient force prospectus et bulletins.

Normal pour une première expérience : le public a pu se rendre compte de la multiplicité des solutions scénarios possibles à la question de l'environnement.

Qui dit nouvelles activités dit nouveaux marchés et opportunités très alléchantes : rien d'étonnant à la présence de pas moins de quatre ambassadeurs qui se sont déplacés en personne, et pas des moindres, Grande-Bretagne, Allemagne, Autriche, Portugal, qui sont venus déceler les opportunités algériennes, celles plus prioritaires afin d'assurer à leurs entreprises locales un pied ferme dans le marché algérien. Un marché qui n'existe pas encore, vu la faible place conférée à la question jusqu'ici, bien que l'intérêt soit déjà réel, malgré un plan gouvernemental de maîtrise de l'énergie et celui de l'Aprue pour la période 2010-2014, plan non encore examiné ou approuvé.

Selon M. Seddouk Stiti, P-dg de Batimatec, organisateur du salon, l'idée était de rassembler en un seul lieu tout l'existant en matière d'environnement.

Pas trop mécontent de cette manifestation qui n'a réuni que 35 opérateurs, il se félicitait surtout de l'intérêt officiel et de celui des jeunes universitaires qui venaient flairer la bonne idée d'investissement. Il y avait aussi les banques qui s'intéressaient à l'affaire, l'une d'elle disant même sa disponibilité à assurer les crédits pour l'investissement, sans pourtant dire un traître mot sur les règles prudentielles si chères aux banques, à savoir l'existence réelle d'un marché, ce qui n'est pas évident sans l'impulsion politique.

Le ministre de l'Énergie, en visite à l'exposition, a déclaré pour sa part que l'Algérie, plutôt que de continuer dans ses activités d'importation, est plus intéressée par des activités de production, en partenariat avec l'étranger. Il reste les mois et semaines à venir pour clarifier les idées sur ce domaine plutôt neuf et initier une politique plus informée des expériences précédentes et des causes de leurs échecs.

---

Dossier (*Mercredi 20 Octobre 2010*)

## **Un fonds pour les énergies renouvelables**

Par : [Rédaction de Liberté](#)

**Un Fonds national pour les énergies renouvelables, alimenté par la fiscalité pétrolière, annoncé en septembre 2009 par le président, Abdelaziz Bouteflika, avait été institué par la loi de finances 2010 pour encadrer et promouvoir un secteur d'activités qui recèle d'importantes potentialités.**

L'article 63 de cette loi stipule qu'il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spécial n° 302. 131 intitulés Fonds national pour les énergies renouvelables. Le compte de ce fonds retrace en recettes 0,5% de la redevance pétrolière ainsi que toutes autres ressources ou contributions. En dépenses, ce compte retrace la contribution au financement des actions et projets inscrits dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables dans notre pays.

L'ordonnateur de ce compte est le ministre en charge du secteur de l'Énergie, lit-on encore dans le texte de loi, qui précise, par ailleurs, que les modalités d'application de la présente disposition législative sont fixées par voie réglementaire.

La création d'un tel fonds, qui intervient pour la première fois en Algérie, répond aux objectifs inscrits dans la politique nationale de promotion des énergies renouvelables (loi sur

la promotion des énergies renouvelables, août 2004) et d'économie d'énergie. La volonté de promouvoir ces énergies alternatives (principalement l'énergie solaire thermique et photovoltaïque) et de répondre aux objectifs contenus dans le Programme national de maîtrise de l'énergie (PNME) 2010-2014 se traduit par l'intervention de l'État à travers des textes législatifs et des mesures incitatives pour parvenir, à moyen terme, à l'exploitation industrielle de ces énergies propres.

---

Dossier (*Mercredi 20 Octobre 2010*)

## **Le potentiel énergétique renouvelable**

Par : **Rédaction de Liberté**

**L'Algérie est l'un des pays les plus riches en potentiel énergétique renouvelable au monde.** Le gisement solaire en Algérie constitue l'un des plus élevés au monde. La durée d'ensoleillement sur la quasi-totalité du territoire national dépasse les 2 000 heures et peut dépasser les 3 900 heures sur les Hauts-Plateaux. Ce gisement solaire dépasse les 5 milliards de GWh. Le potentiel éolien diverge selon la situation géographique. Avec un régime de vent modéré, ce potentiel convient particulièrement pour le pompage de l'eau, notamment sur les Hauts-Plateaux. En matière d'énergie géothermique, plus de 200 sources d'eau chaude ont été répertoriées dans le nord-est et le nord-ouest de l'Algérie. Environ 33% d'entre elles ont des températures supérieures à 45° C. L'ensemble du débit d'exploitation des sources et de cette nappe représente une puissance estimée à 700 MW/an. Le potentiel de biomasse se répartit entre les déchets issus des activités humaines, déchets urbains et agricoles non recyclés. Son potentiel actuel est évalué à environ 37 millions de TEP et le potentiel récupérable est de l'ordre de 3,7 millions de TEP.

---

Dossier (*Mercredi 20 Octobre 2010*)

## **Une Participation étrangère très réservée**

Par : Saïd Smati

**Le premier Salon international des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie (Siereme-2010), qui s'est tenu du 11 au 15 octobre au Palais des expositions (Pins-Maritimes Alger), n'a pas vraiment drainé les foules.**

Si la participation d'entreprises algériennes était assez limitée, l'implication des entreprises étrangères était pour ainsi dire symbolique. Selon les initiateurs du salon, cette situation est due essentiellement au fait que c'est la première édition et que la plupart des partenaires de divers pays contactés attendent de voir cette première édition pour pouvoir s'engager dans le futur. Ils promettent, d'ailleurs, une implication étrangère plus conséquente à partir des prochaines éditions du salon.

La participation étrangère s'est donc limitée à deux entreprises espagnoles et la représentation diplomatique polonaise qui proposait aux différents professionnels qui visitaient son stand un catalogue d'une dizaine d'entreprises polonaises spécialisées dans les énergies renouvelables. Pour François-Xavier Calendini, directeur des relations institutionnelles de l'entreprise

espagnole Dhamma, les potentialités de l'Algérie en matière d'énergies renouvelables sont énormes. C'est donc normal qu'une entreprise comme Dhamma s'y intéresse.

Les caractéristiques énergétiques de l'Algérie offrent, selon lui, d'énormes possibilités de développement notamment dans le solaire. Il faut dire que Dhamma est une entreprise spécialisée dans les projets de centrales solaires photovoltaïques de grande taille.

Pour l'ingénierie, la construction et la maintenance de ses projets d'envergure, Dhamma s'appuie sur le groupe Acciona, leader dans le développement de solutions énergétiques fondées sur le solaire photovoltaïque.

Sur le stand de Dhamma étaient également présentés des modèles de mobiliers urbains (abribus, panneaux publicitaires, poteaux d'arrêt de bus) équipés de panneaux solaires. Ces équipements sont fabriqués par l'entreprise espagnole Cemusa, spécialisée dans les mobiliers urbains et qui, malgré son absence, profite du stand de Dhamma pour exposer ses produits. Pour Union Composites S L (Solaico) la seconde entreprise espagnole présente au salon, l'objectif principal était de se faire connaître et connaître le marché algérien.

Spécialisés dans la fabrication de panneaux solaires et produits dérivés (pompes solaire, éclairage solaire), les représentants de Solaico estiment que l'Algérie est un marché vierge, et compte-tenu de ses caractéristiques énergétiques et sa proximité, elle devient un marché intéressant pour l'entreprise.

L'entreprise propose des solutions particulières notamment pour combler le déficit en distribution dans les zones isolées. À noter enfin que, malgré leur absence, les leaders mondiaux en fabrication d'équipements étaient présents à travers leurs distributeurs algériens, à l'instar de l'australien Solahart (leader dans les chauffe-eau solaires) et le suisse-allemand 4 Solar (leader dans l'énergie solaire) dont les produits sont distribués par la société algérienne VoltFace.

---

Dossier *(Mercredi 20 Octobre 2010)*

## **Le ministre plaide pour la production nationale**

Par : [Rédaction de Liberté](#)

**Lors de la visite qu'il a effectuée au Salon international des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie (Siereme-2010), le ministre de l'Énergie et des Mines, Youcef Yousfi, a insisté sur l'acquisition de la technologie. Selon lui, il ne sert à rien d'aller acheter une technologie qui sera dépassée au bout d'une année. D'où la nécessité d'accorder la plus grande importance à la recherche. L'autre point sur lequel le ministre a insisté est celui relatif aux équipements. La fabrication des équipements de la filière doit impérativement être locale. Le recours à l'importation de ces équipements ne fera rien gagner au pays et au développement des énergies renouvelables en Algérie.**

---

## **Énergies renouvelables : les ambitions modestes de l'Algérie**

Par : [Mustapha Mekideche](#)

**L'Algérie, bien que n'étant qu'un pays exportateur d'hydrocarbures modeste, s'est toujours placée dans une posture prudente et même inertielle par rapport au développement à moyen et long terme de ses énergies renouvelables.** C'est, en tout cas, ce qui ressort des objectifs à moyen terme en la matière fixés par la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg), eux-mêmes revus à la baisse par le ministère concerné.

D'abord dans son dernier rapport portant "programme indicatif des besoins en moyens de production d'électricité 2010-2019", la Creg a émis deux scénarii d'intégration de production d'électricité à partir de sources renouvelables. Le premier affiche une introduction de 8% de la production électrique en énergie renouvelable à l'horizon 2020, soit une capacité de 1 675 mégawatts (MW) représentant un gain cumulé de consommation de gaz de 3,6 milliards de m<sup>3</sup>. Le deuxième scénario prévoit une introduction de 6% seulement d'énergie renouvelable en 2020, soit 1 180 MW représentant un gain de 2,4 milliards de m<sup>3</sup> de gaz. Mais le chiffre qu'il faudra retenir c'est celui du secrétaire général du ministère de l'Énergie et des Mines dans son intervention lors du dernier Salon international des énergies renouvelables d'Alger d'octobre 2010, déclarant que "l'Algérie ambitionne de réaliser son programme énergétique à hauteur de 5% en énergies propres" au même horizon. Il faut quand même rappeler que cet objectif de 5% d'énergies renouvelables dans le bilan énergétique national avait été déjà fixé par la Creg, mais pour 2015. Cela ressortait, pour ceux qui souhaitent consulter la source, de son programme indicatif des besoins en électricité 2006-2015 de janvier 2006, approuvé par décision ministérielle n° 349 du 2 février 2006. Dans tous les cas, nous sommes loin du compte pour le moment avec 0,5% seulement d'énergies renouvelables dans le panier énergétique du pays. À titre de comparaison, l'Union européenne (UE) s'est fixé un taux de 20% d'énergies renouvelables en 2020 dans son bouquet énergétique contre 8% aujourd'hui.

Alors qu'a-t-on fait de significatif dans ce domaine en dehors des panneaux solaires dédiés au résidentiel dans quelques régions montagneuses et désertiques du pays ? Un seul projet initié en novembre 2007 et qui entrera en production en janvier 2011 ; celui de Tilghemt à Hassi R'mel, mérite d'être signalé. Cette centrale électrique hybride solaire/gaz aura une capacité de 180 MW. Or, il faut savoir que pour réaliser l'objectif pourtant modeste de 6% d'énergies renouvelables à l'horizon 2020, la Creg a calculé qu'il faut installer 235 MW/an, c'est-à-dire construire annuellement un projet d'une capacité de 1,3 fois plus grande que celle indiquée plus haut. Ce projet, réalisé par Neal, filiale de Sonatrach, Sonelgaz et du promoteur privé SIM, de capacité moyenne, est orienté vers la couverture des besoins locaux.

Mais pour l'Algérie, s'associer à des mégaprojets d'électricité solaire destinés à l'exportation, tels que le projet Desertec qui est encore un prototype par la nouveauté des technologies proposées mais aussi par l'ampleur des financements requis, requiert une maturation approfondie, d'autant que les marchés européens de l'électricité ne sont pas prêts pour le moment à en accepter les niveaux de prix.

Cependant, il faudra maintenir les connexions nécessaires avec ce projet mais aussi avec les projets concurrents ou complémentaires car la transition énergétique est bien là. Cela d'autant que l'Algérie dispose de l'expérience opérationnelle, technologique et commerciale des grands projets énergétiques transcontinentaux car elle a essuyé les plâtres des premières usines de gaz naturel liquéfié (GNL) et des gazoducs transcontinentaux vers l'Europe précisément.

En revanche, à défaut de pouvoir générer pour le moment des productions significatives d'énergies renouvelables, rationalisons au moins nos consommations électriques et de façon plus générale nos consommations énergétiques car nous gaspillons beaucoup. Cela sera toujours cela de gagné. C'est pour cette raison que j'ai trouvé intéressante l'idée des organisateurs du dernier Salon international des énergies renouvelables d'y intégrer "les préoccupations majeures qui se rattachent à l'utilisation et à la maîtrise des énergies, aussi bien dans le domaine de la construction que dans l'industrie".

Pour une fois, ne laissons pas l'Agence de promotion et de rationalisation de l'énergie (Aprue) prêcher seule dans le désert. Depuis combien de temps l'Aprue appelle, sans être véritablement entendue, à la promotion du GPL comme carburant et met en garde contre l'utilisation excessive du gasoil (importé pour une part de plus en plus importante) dans le parc automobile algérien ? Depuis combien de temps cette dernière appelle à promouvoir un cadre bâti économe en énergie ? Malgré cela, elle maintient le cap avec le projet "Top-Industrie" soutenu par le Fonds national de maîtrise de l'énergie (FNME) portant notamment sur la réalisation de 150 audits énergétiques dans les cinq prochaines années.

Il y a enfin autre chose d'important et de prioritaire à faire : c'est l'élargissement de nos réserves de gaz naturel, y compris celles du gaz non conventionnel, car il est stratégique pour l'Algérie de faire reculer le plus loin possible les échéances de déplétion de ses réserves prouvées.

Pour conclure, on voit bien que la problématique des énergies renouvelables nous renvoie à celle des hydrocarbures. Et réciproquement, car le financement des énergies renouvelables passe chez nous par un secteur des hydrocarbures performant. Pour combien de temps encore ?